

Malakoff, le 10 septembre 2025

## **Décision n°2025 - 18 portant délégation de signature - M. Jérôme Blanchard**

La Directrice générale de l'EPIDE,  
Vu l'article R3414-18 du code de la défense ;  
Vu le décret du 14 mars 2024 portant nomination de la directrice générale de l'Etablissement public d'insertion de la défense ;  
Vu la mission confiée à Monsieur Jérôme BLANCHARD directeur par intérim du Centre EPIDE de Margny-lès-Compiègne à compter du 18 août 2025 jusqu'à ce que le poste de directeur soit pourvu ;  
Vu l'instruction n° 1443/EPIDE/DG/DSAF/SACP du 24 mars 2023 sur la refonte des procédures achats de l'EPIDE ;  
Vu l'instruction des seuils achats 2024-2025 relative à la prolongation de l'expérimentation sur les seuils achats hors marchés ;

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>** – En l'absence du directeur de centre, la délégation est attribuée à M. Jérôme BLANCHARD, Directeur par intérim du centre EPIDE de Margny-lès-Compiègne, à l'effet de signer, au nom de la directrice générale :

### 1° en matière de gestion des volontaires à l'insertion :

- a) la lettre de convocation des candidats au volontariat pour l'insertion ;
- b) l'ensemble des correspondances relatives au recrutement (mises en attente, différés dans l'admission, refus) ;
- c) le contrat de volontariat pour l'insertion et ses avenants (renouvellement, suspension, transfert, modification d'état civil),
- d) l'attestation de fin de contrat de volontariat pour l'insertion ;
- e) l'attestation de présence et d'hébergement ponctuel des volontaires pour l'insertion ;
- f) la convention de stage des volontaires pour l'insertion ;

*Décision n°2025 - 13 portant délégation de signature par intérim - M. Jérôme Blanchard – Centre Margny-lès-Compiègne*

- g) la décision de résiliation de contrat de volontariat pour l'insertion pendant la période de rétractation ;
- h) la décision de résiliation du contrat de volontariat pour l'insertion suite à la démission du volontaire pour l'insertion ;
- i) la décision de résiliation du contrat de volontariat pour l'insertion à l'initiative de l'EPIDE (absences injustifiées, inaptitude, situation incompatible avec les exigences du programme, non retour après suspension) ;
- j) la décision de résiliation du contrat de volontariat pour l'insertion au motif d'insertion ;
- k) la décision de résiliation du contrat de volontariat pour l'insertion pour réorientation du volontaire pour l'insertion ;
- l) la décision de requalification des motifs de la résiliation d'un contrat de volontariat pour l'insertion ;
- m) la convention générale tripartite de formation au permis de conduire ;
- n) l'attestation de parcours citoyen ;
- o) le contrat de soutien pour les volontaires à l'insertion ;
- p) le renvoi à titre conservatoire ;
- q) l'ensemble des mesures disciplinaires à l'exclusion des cessations anticipées (assorties ou non d'un sursis, les révocations de sursis) ;
- r) la décision de retenue financière pour dégradation de matériel ;
- s) l'attribution de secours d'urgence ;
- t) la déclaration d'accident.
- u) la décision de changement du lieu d'exécution d'un contrat de volontariat pour l'insertion ou son refus ;
- v) la décision de souscrire un nouveau contrat de volontariat pour l'insertion ou son refus ;

## 2° en matière de gestion des agents du centre de Margny-lès-Compiègne :

- a) l'attribution de la prime individuelle ;
- b) l'octroi de congés et les autres autorisations d'absence du personnel (CP, RTT, reports) ;
- c) l'avertissement ;
- d) le blâme ;
- e) le procès-verbal d'installation ;
- f) l'ordre de mission ponctuel pour le territoire métropolitain ;
- g) l'indemnisation des nuitées des temps de cohésion ;
- h) la déclaration d'accident du travail.

## 3° divers

- a) les contrats de ville ;
- b) les conventions et accords de partenariat n'emportant pas pour l'EPIDE d'engagement financier supérieur à 5 000 euros HT ;

- c) les conventions de stage concernant des stagiaires accueillis par le centre ;
- d) les plaintes déposées au nom de l'EPIDE dans un commissariat de police ou dans une brigade de gendarmerie.
- e) Les mises à disposition de personnel d'intérim dans le cadre du marché national d'hébergement.

**Art. 2** – Délégation permanente est donnée à M. Jérôme BLANCHARD, directeur du centre par intérim de Margny-lès-Compiègne, à l'effet de viser les éléments suivants dans le logiciel de gestion budgétaire et de signer :

- a) les commandes hors marché inférieures à 10 000 euros ht ;
- b) les commandes sur marché jusqu'à 40 000 euros ht.

Le visa dans le logiciel de gestion vaut signature de la commande.

**Art. 3** – En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme BLANCHARD, la délégation de signature qui lui est donnée est exercée par à M. Olivier DUCHARMES, chef du service des moyens généraux du centre de Margny-lès-Compiègne.

**Art. 4** – Délégation permanente est donnée à Monsieur Abderrahim BOUDJEMAA, chef de service insertion professionnelle et formation du centre de Margny-lès-Compiègne à effet de signer, au nom de la directrice générale, les conventions de stage des volontaires pour l'insertion.

**Art. 5** – La décision n° 2025 - 13 portant délégation de signature est abrogée.

**Art. 6** - La présente décision prend effet à compter du lundi 18 août 2025.

**Art. 7** – La secrétaire générale est chargée de l'application de la présente décision qui sera publiée sur le site internet de l'établissement.

*La Directrice Générale*



*Camille TUBIANA*



## Annexe 1 –

Tableau récapitulatif des sanctions disciplinaires, telles que définies à l'article 4 du décret n°2005-886 relatif à la discipline générale s'appliquant aux volontaires pour l'insertion et aux volontaires pour un contrat de service au sein de l'EPIDE.

<b><u>Types de sanction</u></b>	<b><u>Caractéristiques</u></b>	<b><u>Prononcée par</u></b>
<b>1° l'exclusion provisoire de certaines activités</b>	<i>Interdiction de participer à certaines activités (non constitutives de l'offre de service).</i>	Directeur du centre
<b>2° l'interdiction temporaire d'accès aux lieux de loisirs</b>	<i>Interdiction d'accéder aux salles et espaces accueillant les activités socio-culturelles ou sportives</i>	Directeur du centre
<b>3° l'accomplissement de travaux d'utilité générale supplémentaires</b>	<i>Travail réalisé dans l'intérêt du centre et de ses usagers dans le respect des règles de sécurité. A distinguer des TEC et des mesures de réparation.</i>	Directeur du centre
<b>4° la privation de sortie</b>	<i>Interdiction de sortir du centre pour participer à des activités non constitutives de l'offre de service et/ou réalisées en autonomie</i>	Directeur du centre
<b>5° l'avertissement</b>	<i>Sanction formelle pour des manquements « légers » aux règles de l'établissement.</i>	Directeur du centre
<b>6° le blâme</b>	<i>Remontrance écrite (forme ultime de l'avertissement)</i>	Directeur du centre
<b>7° l'exclusion temporaire du centre</b>	<i>Période durant laquelle le volontaire est exclu du centre et de l'ensemble des activités liées à l'offre de service. Prononcée par semaine entière (jusqu'à 2 semaines maximum par sanction sans cumuler plus de 4 semaines sur l'ensemble du parcours)</i>	Directeur du centre sur délégation du directeur général après avis du conseil de discipline.
<b>8° la cessation anticipée du volontariat pour l'insertion</b>	<i>Exclusion définitive du centre. Le volontaire perd son statut et les prestations qui y sont liées.</i>	Directeur général sur proposition du directeur du centre après avis du conseil de discipline